

## Le Fida va accorder au Burundi 24,9 M USD pour l'inclusion financière rurale

PANA, 03 octobre 2017 Nairobi, Kenya - Un total de 99.200 ménages ruraux burundais dans 17 provinces vont bénéficier d'un accord financier signé mardi entre le Fonds international de développement agricole (Fida) et le Burundi, a annoncé l'agence onusienne.

Cet accord va renforcer la disponibilité des services financiers en zone rurale où actuellement la demande dépasse largement l'offre. Une attention particulière sera accordée aux groupes les plus vulnérables que sont les femmes et les jeunes, a indiqué le Fonds dans un communiqué à Rome. Le Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale du Burundi (Paifar-B) a été signé à Rome par Gilbert F. Houngbo, président du Fida, et Phil Domitien Ndiwokubwayo, ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation du Burundi. Le coût total du projet est de 38,6 millions de dollars, dont une subvention dans le cadre de viabilité de la dette de 24,9 millions de dollars du Fida. Le projet sera cofinancé par le gouvernement du Burundi (2,6 millions de dollars) et par les participants eux-mêmes (2,1 millions de dollars). Au Burundi, les populations rurales ont un accès extrêmement limité aux services financiers. Pour commencer des activités agricoles ou non-agricoles, ils n'ont souvent pas d'autres choix que d'emprunter à des commerçants et "usuriers" qui peuvent appliquer des taux d'intérêt excessifs, pouvant aller jusqu'à 1.000 pour cent. Le Paifar-B vise à fournir un accès à des services financiers et d'une autre nature, afin de favoriser l'émergence de diverses entreprises génératrices de revenus, en mettant l'accent sur l'appui aux populations rurales pauvres. Le projet va impliquer divers partenaires, dont la Banque de la République du Burundi pour les questions relatives à la réglementation et des acteurs du secteur bancaire privé pour la gestion des fonds et le refinancement des établissements de micro-crédit (Emc). Ces Emc vont financer les petits agriculteurs, commerçants, transformateurs, artisans et les coopératives travaillant avec le secteur rural agricole et non-agricole. Le projet va également aider à renforcer les capacités techniques de micro-financement de la Banque de la République du Burundi. Ce nouveau projet va encourager les Emc à proposer une série plus complète de services adaptés aux besoins des communautés rurales et à élargir de manière durable leur domaine d'intervention en zone rurale. Il va compléter les travaux initiaux dans le cadre des autres projets appuyés par le Fida au Burundi et destinés à transformer les coopératives en interlocuteurs fiables et crédibles aux yeux des institutions financières et des petits agriculteurs. Il cible les petits agriculteurs impliqués dans la production, la transformation et la commercialisation de cultures telles que les haricots, le riz, les bananes, les pommes de terre, les avocats et le maïs. Le Paifar-B va également contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être social des populations cibles. Depuis 1979, le Fida a financé 12 programmes et projets de développement rural au Burundi, ce qui représente un investissement de 235,1 millions de dollars ou 460,4 millions de dollars en incluant le cofinancement. Ces programmes et projets ont directement bénéficié à plus de 712.779 ménages ruraux, selon l'organisation. Le Fida investit dans les populations rurales, en les rendant autonomes pour réduire la pauvreté, renforcer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et renforcer la résilience. Depuis 1978, il a accordé 18,9 milliards de dollars de subventions et de prêts à faibles intérêts à des projets qui ont touché environ 470 millions de personnes. Le Fida est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations unies basée à Rome - le centre onusien de l'alimentation et l'agriculture.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});